

# LE COLLECTIVISME (1)...

## Premier article.

Le socialisme s'est d'abord présenté aux classes laborieuses sous la forme de différents systèmes, ayant chacun ses adeptes plus ou moins nombreux, et se donnant chacun comme l'Évangile infaillible qui devait sauver la société.

A ces différents systèmes socialistes éclos dans les cabinets de penseurs spéculatifs, a succédé un socialisme beaucoup plus populaire, qui a pris corps dans l'*Association internationale des travailleurs*.

Lorsqu'on étudie les différents auteurs socialistes, on s'aperçoit bien vite que la fantaisie joue un rôle considérable dans leurs écrits; tandis que l'histoire de l'Internationale nous offre au contraire le spectacle, non d'une théorie préconçue, mais d'un grand fait économique se produisant en dehors de toute influence de secte: c'est le prolétariat lui-même prenant conscience à la fois de sa situation, de ses besoins, et de l'avenir vers lequel le poussent des nécessités inéluctables.

De ce qui précède, devons-nous conclure que nous ne devons attacher aucune importance à l'œuvre de ces vaillantes écoles socialistes qui, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, ont battu en brèche le vieil édifice social, et préparé ainsi l'organisation du prolétariat et son avènement? Loin de là; nous devons à tous ces infatigables lutteurs, pour la plupart morts à la peine, une profonde reconnaissance; ce sont eux qui ont déblayé la route; et, en marchant plus unis et plus fermes vers la réalisation du but commun, il est juste que nous gardions un souvenir à ceux qui ont guidé nos premiers pas.

Le point fondamental de la question, c'est la manière d'envisager la propriété. Tout le monde l'a compris, les adversaires de l'émancipation des travailleurs aussi bien que ses partisans. La propriété, c'est le fond du débat.

Cette question si importante a été traitée dans les différents Congrès de l'Internationale, et le principe de la propriété collective est sorti, comme une nécessité historique et économique, des discussions du dernier Congrès général tenu en septembre 1869 à Bâle. Avant ce Congrès, l'Internationale n'avait été que faiblement attaquée; mais à partir de cette époque, ce fut un déchaînement d'attaques tel que l'histoire ne présente pas d'exemple d'une association qui ait soulevé contre elle tant de haines.

Pour nous, tant que ces attaques viennent de la bourgeoisie, elles sont parfaitement compréhensibles; L'Internationale ayant attaqué la base même de la puissance bourgeoise, il était naturel que tout ce qui participe à cette puissance se révoltât, avec passion, contre l'audacieuse négatrice des privilèges de la bourgeoisie. Mais l'ignorance, l'asservissement économique du peuple créent aussi à l'Internationale, dans le sein même du prolétariat de nombreux ennemis, qu'il est de notre devoir d'éclairer et, si possible, de ramener dans le sein de notre grande organisation internationale.

C'est précisément le principe collectiviste qui sert de base aux attaques dirigées contre l'Internationale, et c'est en dénaturant ce principe, en en faussant l'application, qu'on est parvenu à susciter contre elle tant d'ennemis.

Le collectivisme serait, d'après les différentes catégories d'adversaires: 1- la destruction de la liberté individuelle; 2- la réalisation d'une égalité paralysant tout effort individuel; 3- un partage des richesses, et, par suite, la destruction graduelle, sans profit pour personne, du capital accumulé jusqu'à ce jour; ou enfin, 4- un système social ne reposant sur aucune donnée scientifique, et par conséquent une utopie.

(1) Extrait de *L'Almanach du peuple* pour 1872. (Note de l'édition de 1908).

Répondons brièvement à ces divers reproches.

**1-** La liberté individuelle n'a pas de pires ennemis que ceux qui aujourd'hui ont la prétention de la défendre. En présence du mouvement social qui s'accroît toujours davantage, la bourgeoisie crie bien haut contre les atteintes que le socialisme porterait à la liberté individuelle, et se constitue la protectrice passionnée de liberté. Mais comme les mots ne sont pas toujours l'expression des faits qu'ils sont censés représenter, il y a lieu d'examiner.

Il est un axiome admis par tout le monde, c'est que chacun doit avoir la liberté de jouir des fruits de son travail; et cet axiome est certainement pour les bourgeois la partie la plus essentielle de ce qu'ils appellent la liberté individuelle: ils en usent et en abusent tellement, que cette liberté n'est plus un droit pour chaque être humain, mais seulement le privilège de ceux qui, par habileté, ruse, fraude, ou hasard de la naissance, parviennent à monopoliser toutes les jouissances humaines. En effet, en observant ce qui se passe dans la société, nous constatons que bien loin de respecter le droit qu'a chaque individu de disposer des fruits de son travail, la bourgeoisie tend à accaparer, pour son propre profit, la plus grande somme possible des produits du travail du peuple; ce qu'elle appelle la liberté individuelle, ce n'est donc pour elle que la liberté absolue d'exploiter, sans pitié ni merci, le peuple travailleur.

En regard de cette liberté toute bourgeoise, nous pouvons déduire du principe collectiviste la vraie liberté dont chaque être humain aura la pleine jouissance. Ce qui constitue la base de la liberté individuelle, c'est la garantie de l'existence, qui a sa source dans le travail; pour que celui-ci soit libre, il faut que l'instrument de travail soit garanti à chaque travailleur; or, c'est là principalement la mission de la propriété collective, tandis que la propriété individuelle n'aboutit qu'à la concentration des instruments de travail dans un petit nombre de mains, dont les déshérités sont dès lors complètement tributaires.

**2-** Le reproche que le collectivisme n'est que la réalisation d'une égalité paralysant tout effort individuel n'est pas plus fondé que celui d'après lequel il serait la destruction de la liberté individuelle. Dans ce reproche, comme dans le précédent, il y a, de la part des bourgeois, une affreuse confusion de mots. Ce qu'ils appellent «*effort individuel*» n'est que la puissance qu'ont quelques individualités privilégiées de faire valoir toutes leurs aptitudes, leurs capacités personnelles, mais surtout d'exploiter savamment celles du grand nombre.

Le but du collectivisme est de mettre fin à tous ces privilèges, en donnant à chacun, par une éducation rationnelle d'abord, puis en mettant à sa disposition tous les éléments nécessaires, la possibilité de faire valoir toutes ses aptitudes, toutes ses capacités. Cette égalité du point de départ, puis des conditions, permettra à toutes les forces individuelles de se faire valoir; il est vrai que l'émulation qui en résultera ne produira plus de ces monstres d'ambition qui, arrivés au sommet, dévorent toutes les autres individualités; au contraire, chaque individualité étant limitée par le développement donné à tous les individus, l'émulation ne sera plus un jeu sanglant où périssent les plus faibles, mais un jeu salutaire où chacun produit ce dont il est capable, sans nuire à autrui.

**3-** L'accusation portée contre l'Internationale de tendre à un partage des richesses est certes la plus absurde. Elle prouve tout d'abord la bêtise absolue de la bourgeoisie: comment ne s'aperçoit-elle pas qu'accuser une société de vouloir partager, parce qu'elle proclame le principe de la propriété collective, c'est porter une accusation contradictoire? En effet, si l'Internationale voulait réaliser un partage, il est évident que par là elle maintiendrait le principe de la propriété individuelle en l'élargissant; tandis que, si elle se prononce pour la propriété collective, elle se déclare par ce fait l'ennemie du partage du fonds, des instruments de travail.

Dans l'Almanach pour 1871, nous avons montré qui étaient les vrais «*partageux*»; nous n'avons pas à y revenir; les mêmes vampires existent encore, et les richesses créées par le travail collectif continuent à grossir les poches des capitalistes et de leurs suppôts, tandis que le peuple souffre toujours des mêmes misères.

Si l'Internationale admet comme base de l'organisme social la propriété collective du fonds, des instruments de travail, de manière qu'ils soient garantis à chaque travailleur, elle reconnaît cependant la liberté absolue qu'ont les individus, les groupes, de s'organiser comme ils l'entendront, de sorte que ce sera à ceux-ci de déterminer le mode de répartition des fruits du travail collectif dans chaque association. Ainsi, loin de tendre à un communisme autoritaire, le collectivisme assure parfaitement aux individus, aux groupes, le droit au produit du travail.

4- Il nous reste à examiner le dernier reproche adressé au collectivisme, celui de n'avoir aucune base scientifique, d'être une utopie.

Avant d'affirmer le principe de la propriété collective, l'Internationale, par l'organe de ses Congrès, a analysé les différents principes par lesquels la philosophie, la jurisprudence, l'économie politique ont cherché à justifier la propriété individuelle. Après cette analyse rigoureuse, un seul principe restait debout, c'est que la propriété individuelle a été une nécessité sociale, puisqu'elle a été le fondement de l'ordre social jusqu'à ce jour. Mais cette nécessité sociale existe-t-elle encore?

Pour répondre à cette question, il fallait examiner les faits économiques contemporains. Partout nous constatons une concentration de plus en plus grande, dans les mains d'une minorité, de tous les capitaux (2) en général. Cette puissante concentration est à elle seule une transformation de la propriété: ce n'est plus le modeste champ qui, par nécessité sociale, est la propriété personnelle du petit cultivateur; ce n'est plus l'atelier qui, par nécessité sociale, est la propriété personnelle du travailleur industriel. Les compagnies financières ont transformé notre monde économique, et les grandes exploitations agricoles et industrielles envahissent et annihilent peu à peu le petit chez-soi du paysan et de l'ouvrier-patron; nous en sommes à la réalisation de la propriété collective en faveur de quelques-uns; et, que nous le voulions ou non, nous marchons vers ce dilemme: ou la propriété collective réalisée en faveur de tous, ou le monde devenu la propriété exclusive de quelques grands seigneurs financiers.

Nous ne pouvons, dans ces quelques pages, entrer dans les détails qui nous permettraient d'appuyer de faits précis cette courte analyse; nous pensons qu'elle suffira pour faire entrevoir, à ceux qui l'ignorent, le côté scientifique du collectivisme, et nous recommandons, à ceux qui voudront se rendre compte, par des chiffres, du mouvement qui nous entraîne vers la grande propriété, la lecture du *Manifeste aux paysans* annoncé sur la couverture de l'almanach de l'an passé (3).

Ce qui devient plus difficile à établir, c'est la réalisation pratique du collectivisme. Et, sous peine de tomber dans les systèmes préconçus et utopiques, dans la fantaisie, nous ne pouvons donner des règles absolues.

La réalisation du principe collectiviste dépend complètement de la marche des événements révolutionnaires que notre société est appelée à subir. Si le principe de l'État n'est pas emporté dans la tourmente, nous aurons un communisme autoritaire; si c'est la Commune libre qui triomphe, ce sera dans la commune que se réalisera d'abord l'idée collectiviste. Or, si nous étudions les aspirations de la classe que la logique des faits appelle au gouvernail de la Révolution sociale, nous pouvons en induire que le principe de la Commune libre et de la libre fédération des communes finira par être le principe politique du prolétariat.

Après avoir, pendant des siècles, eu à subir l'individualisme absolu, nous n'aurons pas à craindre de voir le triomphe de l'extrême contraire: le communisme autoritaire.

**Adhémar SCHWITZGUÉBEL.**

-----

(2) Par le terme de «*capitaux*», l'auteur entend ici également la propriété foncière, comme on le verra.

(3) Ce Manifeste rédigé en allemand par Joh. Ph. Becker, et traduit en français par James Guillaume, avait paru en brochure à Genève, au commencement de 1870, sous ce titre: «*Manifeste aux travailleurs des campagnes, publié par le Comité de propagande des sections allemandes de l'Association internationale des travailleurs*».